

- 8.1 Une des propositions formulées dans ce contexte vise à créer un « Centre d'étude de la politique étrangère » qui cernerait les domaines d'analyse prioritaires et contribuerait au débat public.**

Réponse

Le Gouvernement est d'avis qu'il devrait y avoir un meilleur dialogue entre les Canadiens et les Canadiennes au sujet de la politique étrangère et des relations que le pays entretient avec l'étranger. Il a tenu et continuera de tenir son engagement à faire débattre au Parlement les grandes questions de politique étrangère. Le premier Forum national sur les relations internationales du Canada, qui s'est déroulé en mars dernier, a constitué un pas important dans cette direction. Ce forum sera repris chaque année, et prochainement au printemps à Toronto sur le thème général de la réforme des institutions internationales.

Le Gouvernement élargira et institutionnalisera ce processus en s'inspirant des consultations existantes avec la communauté des ONG oeuvrant dans le domaine des droits de la personne ainsi qu'avec le secteur privé au sein du Comité consultatif sur le Commerce extérieur (CCCE) et des Groupes de consultations sectorielles sur le commerce extérieur (GCSCE). Ces consultations supplémentaires impliqueront d'autres groupes et individus intéressés aux dimensions internationales des relations économiques, du développement, et des affaires politiques.

Le Gouvernement estime également que le dialogue doit se poursuivre tout au long de l'année partout au pays. C'est pourquoi il a décidé de créer un nouveau mécanisme de consultation et d'information sur la politique étrangère au sein du ministère des Affaires étrangères afin de consulter davantage le public et de stimuler la recherche sur la politique étrangère, mettant en présence, dans ce contexte, des intervenants, des experts, des parlementaires et des citoyens, et de veiller à consulter systématiquement les Canadiens et les Canadiennes sur tous les aspects de sa politique étrangère.